



**PRÉFET
DU CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70 004
18 019 BOURGES

BOURGES, le 26/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CASSIER TP

Rue André Houssemagne
ZA du Guidon
18 700 Aubigny-sur-Nère

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2023 dans l'installation de stockage de déchets inertes exploitée par la société CASSIER TP au lieu-dit " Les Terres de Francote " sur le territoire de la commune d'Argent-sur-Sauldre. L'inspection a été annoncée le 09/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CASSIER TP
- Lieu-dit " Les Terres de Francote ", 18 410 Argent-sur-Sauldre
- Code AIOT : 0010014560
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CASSIER TP exploite une installation de stockage de déchets inertes exploitée au lieu-dit " Les Terres de Francote " sur le territoire de la commune d'Argent-sur-Sauldre. L'exploitation de cet établissement est autorisée par l'arrêté préfectoral d'enregistrement n° 2021-0640 du 21 juin 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dispositions générales ;
- Prévention des accidents et pollutions ;
- Règles d'exploitation ;
- Traçabilité des déchets;
- Gestion des terres excavées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1	/	Sans objet
2	Traçabilité des terres excavées et sédiments	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	/	Sans objet
11	Règles d'exploitation du site	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 22	/	Sans objet
12	Déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 28	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	/	Sans objet
4	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8	/	Sans objet
5	Généralités	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 10	/	Sans objet
6	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 11	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Règles d'exploitation du site	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 16	/	Sans objet
8	Règles d'exploitation du site	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 18	/	Sans objet
9	Règles d'exploitation du site	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19	/	Sans objet
10	Règles d'exploitation du site	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 21	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données. Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. [...]
Constats : L'exploitant n'utilise pas le Registre National des Déchets, Terres excavées et Sédiments (RNDTS).
Observations : Lors de la visite du 22 mars 2023, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant ne renseigne pas le Registre National des Déchets, Terres excavées et Sédiments (RNDTS).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Traçabilité des terres excavées et sédiments

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Informations du registre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.</p> <p>Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :</p>
<p><u>a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :</u></p> <ul style="list-style-type: none">la date de réception.
<p><u>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</u></p> <ul style="list-style-type: none">la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement.s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m³.
<p><u>c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :</u></p> <ul style="list-style-type: none">la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant.

d) Concernant l'opération de traitement :

- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets.

Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments. Lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation :

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé,
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats : L'exploitant n'a pas établi de registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.

Observations :

Le jour de la visite du 22 mars 2023, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant n'a pas établi de registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.

L'inspection a également constaté que l'exploitant tient à jour un classeur dans lequel il consigne les documents d'acceptation préalable des déchets inertes" qui sont stockés dans l'installation, mais ces documents ne contiennent pas l'ensemble des informations réglementaires exigées dans le registre.

L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'il va mettre en place un tableur informatique dans lequel il fera apparaître l'ensemble des informations réglementaires.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : I. Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.). II. - Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont convenablement nettoyées. III. - Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin. IV. - Les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées, des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Lors de la visite du 22 mars 2023, l'inspection des installations classées a constaté que les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules sont convenablement aménagées et nettoyées. Aucun dépôt de poussières ou de boues n'a été constaté sur les voies de circulation le jour de la visite, l'inspection a également constaté la présence d'écrans de végétalisation naturelle autour du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble de l'installation est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les limites du périmètre intérieur sont régulièrement débroussaillées et nettoyées. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières.
Constats : Conforme
Observations : Lors de la visite du 22 mars 2023, l'inspection des installations classées a constaté que l'installation est bien intégrée dans le paysage, maintenue propre et placée sous le contrôle de l'exploitant au moyen d'une clôture et d'un portail métallique. Le jour de la visite, l'inspection a également constaté que les limites du périmètre intérieur du site sont girobroyées et nettoyées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Généralités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. L'exploitant identifie sur une liste les produits dangereux, leur nature, la quantité maximale détenue, les risques de ces produits dangereux, grâce aux fiches de données de sécurité et sur un plan leur localisation sur le site. Ces documents sont disponibles sur le site. Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Le jour de la visite du 22 mars 2023, l'inspection des installations classées n'a pas constaté la présence de matières dangereuses ou combustible sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte privée ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Le jour de la visite du 22 mars 2023, l'inspection a constaté que l'installation dispose d'une entrée permettant à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Règles d'exploitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'exploitation du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation de stockage de déchets est protégée pour empêcher le libre accès au site. Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. Un seul accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.
Constats : Conforme
Observations : Lors de la visite du 22 mars 2023, l'inspection des installations classées a constaté que l'accès au site est protégé par un portail fermé à clé ainsi qu'une clôture comportant des panneau "Danger accès interdit". L'inspection a également constaté que le portail est situé en retrait de la chaussée pour éviter de perturber la circulation lors de son ouverture.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Règles d'exploitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'exploitation du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il est interdit de procéder au brûlage de déchets sur le site de l'installation de stockage.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Aucune trace de brûlage à l'air libre n'a été constatée par l'inspection le jour de la visite du 22 mars 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Règles d'exploitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'exploitation du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive est interdit. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent. Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer. Une benne ne peut pas être déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Lors de la visite du 22 mars 2023, aucun déchargement n'a eu lieu sur le site, cependant l'exploitant a présenté à l'inspection la zone de déchargement qui est bien distincte de la zone de stockage définitif.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Règles d'exploitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'exploitation du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments nécessaires pour présenter les différentes phases d'exploitation du site.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Le jour de la visite du 22 mars 2023, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le plan d'exploitation tenu à jour. Ce plan n'amène pas de remarques de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Règles d'exploitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'exploitation du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un panneau de signalisation et d'information est placé à proximité immédiate de l'entrée principale, sur lequel sont notés : <ul style="list-style-type: none">• l'identification de l'installation de stockage ;• le numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;• la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;• les jours et heures d'ouverture ;• la mention : « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ;• le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours. Les panneaux sont en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables.
Constats : L'exploitant n'a pas installé de panneau de signalisation et d'information à l'entrée du site.
Observations : Lors de la visite du 22 mars 2023, l'inspection des installations classées a constaté qu'il n'y a pas de panneau de signalisation et d'information placé à proximité immédiate de l'entrée principale du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prévoit au moins une benne de tri spécifique pour les déchets indésirables sur l'installation qui sont écartés dès leur identification. L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. L'exploitant assure la traçabilité de ces déchets indésirables dans son registre conformément à l'arrêté du 29 février 2012.</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas mis en place une benne de tri spécifique aux déchets indésirables sur l'installation.</p>
<p>Observations :</p> <p>Le jour de la visite du 22 mars 2023, l'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas mis en place une benne de tri spécifique aux déchets indésirables sur l'installation.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que l'ensemble des apports sont réalisés par sa société, et qu'un tri est réalisé lors du chargement et lors du déchargement et que les employés doivent récupérer tous les déchets indésirables et les ramener au siège de la société à Aubigny-sur-Nère afin qu'ils soient traités ou éliminés dans des filières spécifiques.</p> <p>L'inspection n'a pas constaté la présence de déchets indésirables sur le site le jour de la visite.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet